

Numéro Spécial

73^e Congrès de l'Acfas

Editorial

Patrick Laprise, rédacteur en chef

Anyone who believes that exponential growth can go on in a finite world is either a madman or an economist

- K. Boulding

Vive les vacances!

L'année scolaire se termine une fois de plus dans la dispersion générale des étudiants vers leurs activités estivales favorites (ou obligées). Certains, comme moi, font face à la partie la plus exigeante de leur parcours académiques : la rédaction du mémoire ou de la thèse. D'autres doivent trouver un emploi qui leur permettra de revenir en classe avec un compte en banque mieux garni. Du côté des professeurs, c'est la fin des classes, période de correction et de bilan. Les étudiants ne sont plus aussi prenantes, mais tellement de projets se sont accumulés pendant l'automne et l'hiver que l'été ne s'annonce pas de tout repos.

À travers cette diversité typiquement universitaire, une chose est sûre : tout un chacun rêve de s'offrir de longues vacances bien méritées pendant cette période de l'année où on peut sortir sans sa tuque et ses mitaines pour se faire dorer au soleil!

Vacances riment avec voyages. À moins que vous ne partiez à bicyclette et que vous restiez assis sur votre selle jusqu'au retour de l'hiver, il y a de fortes chances pour que vous vous asseyez dans une voiture ou dans un avion au cours de l'été. S'il n'en tient qu'à certains analystes, vous surferez alors sur la plus haute vague de l'âge d'or du pétrole. Il faudra bien en profiter, il se pourrait bien que le monde ne soit plus jamais pareil après cet été!

Il y a que, dans un livre intitulé *Beyond Oil : The View from Hubbert's Peak* (2005),

Oeconomia Humana

Juin 2005

Sommaire de ce numéro

Ce numéro du bulletin Oeconomia Humana contient plusieurs comptes rendus de communications offertes lors du colloque que la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable a tenu pendant le 73^{ème} congrès de l'ACFAS de Chicoutimi, du 10 au 13 mai 2005.

Nous espérons que ces quelques comptes rendus saurons vous donner un bon aperçu du contenu de ce colloque qui a réuni plusieurs chercheurs européens et québécois. En plus de ces comptes rendus du colloque, nous vous offrons aussi celui d'une conférence que M. Enrique Cardoso a donné à Montréal le 15 avril dernier. Ainsi,

Madame Valérie Demers nous présente un compte rendu complet de la troisième séance, articulée autour du thème *Mouvements sociaux et altermondialisation*. Au cours de cette séance, ont été présentées des communications à propos des approches théoriques des mouvements sociaux, des mouvements sociaux en Allemagne et de l'altermondialisme en tant que retour du libéralisme politique classique.

Madame Lysiane Roch a écrit pour nous un compte rendu de la conférence donnée par M. Jean-Paul Bozonnet à propos des mouvements écologistes modernes. Cette conférence s'intitule « *L'écologisme autrement? Fin du grand récit et désinstitutionnalisation*. »

Madame Roch nous offre un deuxième compte rendu, celui de la conférence de Sylvestro, Noiseux, La Tour, Leblanc et Fontan intitulée « *Pratiques économiques solidaires, insertion sociale et développement durable : une typologie des exemples émergents dans la pratique québécoise*. »

Madame Ana Isabel Otero a fait un compte rendu complet de la neuvième séance du colloque, la dernière, qui était axée sur le thème *Mouvements sociaux et développement durable au Sud*. Dans cette séance, on a entendu parler de déforestation en Haïti, d'activité minière au Pérou et d'économie sociale au Sénégal.

Enfin, madame Demers présente un compte rendu très détaillé des propos qu'a tenus M. Henrique Cardoso lors de sa venue à Montréal en avril 2005. Le célèbre sociologue a parlé du parcours qui l'a mené à la présidence du Brésil ainsi que de développement.

Bonne lecture!

le géologue et auteur Kenneth S. Deffeyes soutient que c'est à l'Action de Grâces (*Thanksgiving*) de l'an 2005 que le monde atteindra le niveau de production pétrolière le plus élevé de son histoire. Le hic, c'est que cette production, selon le professeur Deffeyes, ira en décroissant à partir de cette date butoir. Et peu importe les efforts qui seront consacrés au maintien et à la croissance de la productivité des champs pétroliers, ce sera en vain.

Cette « annonce » peut sembler alarmiste. Ce n'est pas la première fois qu'on tire la sonnette d'alarme au sujet de la production pétrolière. Sans en détenir vraiment les preuves, les environmentalistes avancent souvent l'élément de la pénurie d'hydrocarbures dans leur argumentation à propos de l'énergie. Dernièrement, vu les conséquences de la combustion fossile sur la composition de notre atmosphère, ce discours est particulièrement à la mode.

De l'autre côté de la barrière, les représentants de l'industrie (les « Cornucopiens », comme les appellent Deffeyes) arguent du contraire: il y a du pétrole en abondance pour plusieurs générations, il faut seulement améliorer les techniques de recouvrement et trouver les prochaines nappes. En effet, il est de notoriété publique qu'enormément de pétrole a été laissé dans les anciennes exploitations, car il était impossible de l'extraire, faute d'avoir les bonnes technologies.

De fait, selon Deffeyes (2005, p. 27), 50% du pétrole est resté coincé au fond des puits après les phases d'extraction basées sur le savoir des premiers temps. Les exploitations plus modernes arrivent à de biens meilleurs résultats¹, mais il demeure qu'aucune ne permet de recouvrir la totalité du pétrole captif. Toutefois, soutiennent les gens de l'industrie, il suffit que le prix du pétrole devienne suffisamment élevé pour que la recherche-développement requise soit entamée. À ce moment-là, de nouveau champs pétroliers seront découverts grâce à de meilleurs efforts et les techniques innovantes deviendront rentables.

La fin de l'âge du pétrole

Qui dit vrai? Avons-nous vraiment atteint le point tournant de l'âge du pétrole? Le marché opérera-t-il pour faire perdurer ce liquide si important pour les transports modernes? Selon l'auteur du livre *Beyond Oil*, la bonne réponse est la première. Fait important, M. Deffeyes base son analyse sur celle d'un autre géologue, le célèbre professeur M. King Hubbert. Ce dernier est devenu publiquement célèbre quand une prédiction qu'il avait faite en 1956 s'est révélée fondée. Le professeur Hubbert, sur la base des registres des exploitations pétrolières étasuniennes et à partir de savants calculs mathématiques, avait prédit que les États-Unis en entier atteindraient le sommet de leur taux de production de pétrole quelque part au début des années 1970. Hubbert s'est avéré être dans le vrai, ce pays n'ayant jamais pu égaler son ni-

veau de production depuis ce temps.

Reprenant les travaux de Hubbert, Deffeyes a appliquée son adaptation de cette méthode aux données disponibles à l'échelle de la production pétrolière globale. À ce niveau, on retrouve sensiblement les mêmes caractéristiques qu'aux États-Unis, transposées 30 ans plus tard. Ainsi, selon les données récentes de Deffeyes (tirées du *Oil and Gas Journal*), le monde est déjà tombé sur 94% des possibles points de production (*hits*) et a trouvé 82% du pétrole (*discoveries*). En calculant le pétrole extrait jusqu'à présent, on en arrive au résultat que 49% du pétrole mondial a été enlevé du sous-sol terrestre.

Dans un monde aussi dépendant que le nôtre sur l'or noir (qui, dans notre région, vaut pourtant moins cher que l'eau au litre), les conséquences du déclin probable de la production pétrolière seront forcément très graves. Dans son livre, Deffeyes reste très réaliste par rapport à ces éventuelles conséquences : la preuve en est qu'il consacre beaucoup d'espace à rendre compte des éventuelles alternatives au pétrole comme source d'énergie. Il le fait avec son œil de géologue, dans un style très sympathique. Mais les alternatives proposées ne sont pas nécessairement celles dont les écologistes rêvent : charbon, huiles, roche fossile, uranium, hydrogène produit en brûlant du charbon...

Le fait que toutes ces sources aient des inconvénients environnementaux graves explique peut-être pourquoi il arrive à ne pas traiter de ralentissement du réchauffement climatique en écrivant sur un sujet aussi chaud que celui de la fin du pétrole! En somme, Deffeyes dit que la seule chose qui changera, c'est l'abondance du pétrole à bon prix. Il ne questionne pas le modèle de développement utilisé. Il nous met seulement en garde de réapprendre à cultiver des légumes de nos régions, car bientôt ceux des tropiques seront trop dispendieux.

D'ici à l'an 2019 (dans 14 ans seulement, avec un taux de décroissance en accélération), le taux de production du pétrole atteindra 90% de ce qu'il est aujourd'hui, selon Deffeyes. Cette différence substantielle forcera le développement et l'utilisation d'autres sources d'énergie dans un proche avenir. Selon lui, le pétrole aura été la source d'énergie la plus pratique et la plus facilement exploitabile à laquelle nous aurons eu droit... mais il faudra passer à d'autre chose. Les alternatives seront plus chères, mais le monde contrôlé par le marché est ainsi fait que tout s'équilibrera, semble dire Deffeyes.

Ceci dit, pendant vos vacances, vous aurez sûrement la chance de penser à tout cela et ces idées donneront possiblement lieu à de bonnes discussions pendant votre barbecue entre amis. Ces moments seront peut-être l'occasion pour l'environnementaliste de

votre famille de vous proposer une nouvelle manière plus « écologique » de vivre. Nul doute que de plus en plus, on soulèvera en public ces questions. Quand la culture populaire change, il faut s'attendre à ce que les décisions politiques soient prises en conséquence. Mais pourquoi attendre que les choses bougent d'en haut?

Mon opinion est que nous en arrivons au point où, plutôt que de boycotter les compagnies d'essence pour qu'elles baissent les prix à la pompe (ce qui deviendra rapidement impossible, vu les circonstances), peut-être sera-t-il temps, cet été, de les boycotter pour qu'elles développent des énergies plus vertes?

Il y a de plus en plus d'alternatives et de petits gestes faciles à réaliser à l'intérieur même de la sphère économique. Le boycottage n'est qu'un de ces gestes. Cet été, pourquoi ne pas en profiter pour changer le monde, petit à petit? Ce n'est pas pour rien que le monde change et qu'on peut entrevoir une fin « optimiste » à l'âge du pétrole. Il est possible d'avoir son mot à dire dans ces transformations. Ceux qui s'impliquent dans les nombreux « nouveaux mouvements sociaux économiques » (Gendron 2001, 2005) le démontrent bien. Les articles de ce numéro vous donneront un bon aperçu de ce qu'il en est dans ce domaine et de ce qu'il est possible de faire sur plusieurs plans.

¹Ironiquement, c'est par l'injection de dioxyde de carbone dans les puits, du CO₂ obtenu par la combustion du charbon, que les meilleurs résultats d'extraction sont obtenus! L'économie industrielle a de beaux jours devant elle.

Deffeyes, Kenneth S., 2005. *Beyond Oil : The View from Hubbert's Peak*. Hill and Wang, New York, 202 pages

Gendron, Corinne, 2005. « Mouvements sociaux » in La-ville, Jean-Louis, et Cattani, Antonio David, 2005. *Dictionnaire de l'autre économie*, Desclée de Brouwer, 564 p.

Gendron, Corinne, 2001. « Émergence de nouveaux mouvements sociaux économiques », *Pour*, vol. 172, pp. 175-181

Nouveaux mouvements sociaux économiques et développement durable : les nouvelles mobilisations à l'ère de la mondialisation

73^e Congrès de l'Association francophone pour le savoir, 9 au 13 mai 2005

Compte rendu de la troisième séance du colloque de la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable – *Mouvements sociaux et altermondialisation*

Valérie Demers, étudiante-rechercheure, Chaire RSDD

«Le 73^{ème} congrès de l'Association francophone pour le savoir, tenu à Chicoutimi du 9 au 13 mai 2005, nous a permis d'assister au colloque «Nouveaux mouvements sociaux économiques et développement durable : les nouvelles mobilisations à l'ère de la mondialisation» organisé par la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable (CRSDD). Le mardi 10 mai, la troisième séance s'est développée autour du thème « Mouvements sociaux et altermondialisation ». Le groupe de conférenciers invités pour cette séance était composé de Monsieur Yannick Noiseux, docteur en sociologie à l'Université du Québec à Montréal, de Madame Florence Rudolf, maître de Conférences en Sociologie, attachée au Laboratoire Cultures et Sociétés en Europe de l'Université Marc Bloch, de Monsieur Fabrice Flipo, chercheur au groupe de recherche interdisciplinaire Éthique, Technologies, Organisations, Sociétés de l'Institut National des Télécommunications du Groupe des Écoles de Télécommunications et de Monsieur Sylvain Lefèvre, du Centre d'études et de recherches administratives, politiques et sociales de l'Université Lille 2.

« Étude des mouvements sociaux: une cartographie des approches théoriques »

Le premier intervenant, Monsieur Yannick Noiseux, a ouvert la séance par son « Étude des mouvements sociaux: une cartographie des approches théoriques ». Il s'agissait d'une recension des théories qui se voulait essentiellement un outil pour « mieux comprendre l'émergence des mobilisations sociales au niveau continental » (Noiseux, 2005 : 32). Noiseux a regroupé les auteurs qu'il a étudiés en trois principales périodes, soit du XIX^{ème} à 1965, de 1965 à 1989 et de 1989 à aujourd'hui.

La première de ces périodes débute avec les *théoriciens de la foule*. Bien que Noiseux souligne l'apport de précurseurs comme Immanuel Kant, Karl Marx et Antonio Gramsci, il affirme que c'est néanmoins Scipio Sighele (1891), auteur de *La foule criminelle*, qui a jeté les bases de cette approche. Ces théoriciens étudient principalement l'âme de la foule et l'expérience des individus dans la foule. Noiseux précise que leur objet est de comprendre, entre autres en regard de la peur qu'ils provoquaient chez les bourgeois, le soulèvement des masses ainsi que « pourquoi et comment les individus deviennent anormaux, irrationnels et infantiles sous l'influence de la foule » (Noiseux, 2005 : 33).

Transportées aux États-Unis, les théories de la foule se colorent d'une logique de revendication ou de défense et deviendront peu à peu la *théorie des comportements collectifs*, dont l'ouvrage fondateur est celui de Smelser, *Theory of Collective Behaviour*. On définira tour à tour les mouvements sociaux comme 1. l'illustration des résultats de la transformation rapide de la société qui fait en sorte que la cohésion sociale ne peut être maintenue face aux nombreuses demandes sociales (Smelser, 1962) ou alors comme 2. l'illustration des processus de création de nouvelles normes et valeurs sociales, soit les interactions sociales plutôt que, à la différence des approches précédentes, les motivations psychologiques des individus (Turner et Killian, 1962, Gusfield, 1963 cités par Noiseux, 2005 : 34).

De la synthèse de ces deux approches, on a trouvé que les mouvements sociaux avaient la capacité de créer de nouvelles normes de changement social, que la mobilisation ne naît pas de la simple existence d'un mécontentement, qu'un lan-

gage commun est recherché et qu'on abandonne graduellement « une vision en termes de psychologie des foules et de contagion » (Neveu, cité par Noiseux, 2005 : 34). Tout ceci porte Noiseux à conclure que de plus en plus, s'opère une compréhension plus rationnelle qu'auparavant des mouvements sociaux.

La seconde période émerge de la rupture provoquée par l'émergence de la rationalité individuelle (Olson) comme facteur pouvant expliquer l'engagement des individus dans l'action collective. Cette rupture théorique est accompagnée de nombreux mouvements contestataires qui donneront véritablement naissance à la *théorie de la mobilisation des ressources* (McCarthy et Zald, 1973). Cette dernière s'articule autour des ressources utilisées par les acteurs, des réseaux qu'ils mobilisent, des stratégies mises de l'avant afin d'influencer la politique institutionnelle et d'être inclus dans le système et des raisons qui expliquent le succès et l'échec de l'action collective. Les acteurs qui s'engagent ont procédé à leur décision suite à un calcul coûts/bénéfices, jugeant que des gains plus importants que leurs efforts seront récoltés. Doug Mc Adam développera quant à lui l'approche des processus politiques, qui cherche à expliquer le succès ou l'échec de la mobilisation collective. Enfin, Charles Tilly, en 1978, propose l'approche politico-historique qui s'attarde aux formes prises par la protestation. De ces approches par la mobilisation des ressources, Noiseux retient qu'elles ramènent l'individu au cœur des analyses et que par l'intérêt qu'elle porte à la mobilisation des ressources et « à la structure des opportunités politiques, à la politique extra-institutionnelle ainsi qu'à l'histoire » (Noiseux, 2005 : 36), elle constitue un apport considérable à la théorisation.

Touraine et Habermas, qui s'intéressent aux « processus de création de valeurs insufflés par les mouvements sociaux » (Noiseux, 2005 : 36) seraient les piliers de la *théorie des nouveaux mouvements sociaux* qui elle aussi appartient à la seconde période. Ces auteurs voient dans les nouveaux mouvements sociaux des acteurs et des sujets libres et créatifs d'une société pluralistes à la différence des écoles précédentes qui identifiaient surtout des « victimes ou objet de la domination

de l'État et du marché » (Noiseux, 2005 : 37). On retrouve dans les nouveaux mouvements sociaux la deuxième rupture, autour des questions d'identité et de culture, qui ont poussé les chercheurs à étudier d'une part l'articulation des identités dans la construction des mouvements sociaux et d'autre part les motivations qui font en sorte que les individus s'engagent dans le militantisme.

La troisième période, qui commence en 1989, est inaugurée par le *prolongement des approches développées pendant les deux premières périodes*. On voit émerger la théorie des processus de cadrages (Snow et Benford, 1986, 1988) et les *contentious politics* (Tarrow, 1998). La première approche s'attache à l'examen des différences d'interprétations de faits et d'événements objectifs parallèlement aux phénomènes de contestation afin de voir comment sont transposés en action les éléments culturels de la société. L'approche des *contentious politics* procède quant à elle à l'analyse du phénomène qui donne aux mouvements sociaux une certaine permanence comme acteur social, et qui peut, éventuellement, devenir un instrument s'intégrant au champ de la politique conventionnelle.

Les propositions théoriques déjà vues ne sont plus les éléments principaux auxquels s'intéressent les *nouvelles approches*, qui cherchent plutôt à se construire autour de concepts nouveaux comme la mondialisation contre-hégémonique et le cosmopolitisme ou en allant puiser dans diverses sciences sociales (Noiseux, 2005 : 38). Sousa Santos, Ulrich Beck, Hardt et Negri, Spinoza et Jordan ne sont que quelques-uns des auteurs qui développent de nouvelles approches. Tout bien pesé, bien que fort diversifiées, les approches nouvelles « insistent sur la nécessité de construire, *ici et maintenant*, autant au niveau local, national, qu'au niveau supranational, la résistance à la globalisation néolibérale » (Noiseux, 2005 : 39), contre laquelle, nous le verrons avec Flipo, les altermondialistes s'inscrivent en faux. Ils s'attachent aussi à repenser le concept de démocratie et réfléchissent autour du mouvement altermondialiste.

La rupture qui s'opère ici dans la théorisation est paradoxale puisque bien que s'éloignant des théories précédentes, les réflexions offrent néanmoins l'opportunité de réinscrire les contributions de plusieurs penseurs des sciences sociales. Ce paradoxe touche ainsi au fait qu'on assiste à un retour à l'étude de plusieurs penseurs qui avaient été occultés par la théorie de la mobilisation des ressources. Noiseux les regroupe dans la catégorie des *approches délaissées qui réapparaissent sur de nouvelles bases*. L'étude des approches telles que celles des privations relatives et de la société de masse, des théories institutionnalistes des mouvements sociaux, de la fin de l'histoire, de l'*institutionnal economics* et de la régulation sont au nombre de celles pour lesquelles les théoriciens ont un regain d'intérêt.

Toutes ces approches, selon Noiseux, peuvent se regrouper en quatre axes : sociologique, économique, politique et psychologique, qui montrent bien de quel champ disciplinaire elles sont tributaires, tout en intégrant sur chacun de ces axes, les subdivisions présentes au sein de chaque discipline. De plus, la cartographie de Noiseux distingue quels sont les concepts de base qui agissent comme «“moteur” de la mobilisation sociale dans les différentes approches » (Noiseux, 2005 : 40), soit « le matérialisme historique, la régulation, la contre-hégémonie, la raison cosmopolite, la rationalité substantielle, les valeurs, normes et sens, le libre-marché, la démocratie libérale, la rationalité politique, la rationalité individuelle, les « *master-frame* », le structuro-fonctionnalisme et l'anomie » (Noiseux, 2005 : 40).

Selon Noiseux, l'étude des mouvements sociaux est de grand intérêt pour les chercheurs qui en arrivent à des conclusions intéressantes, soit que les approches sont multiples et que, bien davantage que de se faire, concurrence, elles se complètent. C'est d'ailleurs ce qui pousse Noiseux à voir là les limites à procéder avec une approche unique dans l'étude des mouvements sociaux.

« Les dits “nouveaux mouvements sociaux” en Allemagne entre 1970 et 2005 : Quels enseignements pour les mobilisations actuelles? »

Madame Florence Rudolf, seconde intervenante de la séance, a présenté un exposé intitulé « Les dits “nouveaux mouvements sociaux” en Allemagne entre 1970 et 2005 : Quels enseignements pour les mobilisations actuelles? ». Le temps limité a fait en sorte que Madame Rudolf s'est principalement attardée à mettre en relief quelques différences fondamentales entre les mouvements sociaux et les nouveaux mouvements sociaux, en soulignant la diversification des nouvelles mobilisations, ce qui enchaînaient logiquement avec la conclusion de Noiseux. Le changement social est analysé, à l'instar de madame Rudolf et de plusieurs autres, à travers la capacité des collectifs à se mobiliser. La mobilisation serait ainsi fonction de la conscience individuelle et sociale et de la compétence des acteurs (leur capacité à s'engager, à s'émouvoir). Selon madame Rudolf, la distinction entre mouvement social et nouveau mouvement social renvoie à une rupture entre le passé et le présent, le référentiel étant dans ce cas les mouvements sociaux.

C'est le mouvement ouvrier qui, ancêtre des mouvements sociaux, ouvre la marche à la multiplication des mouvements. Il est principalement critiqué par ses successeurs à l'égard de sa concentration sur la propriété privée et sur les formes de production ainsi qu'en ce qui a trait au caractère hiérarchique et monolithique de son organisation. Si l'une des principales volontés du mouvement ouvrier était de se réapproprier les moyens et les orientations de la production, les nouveaux mouvements sociaux critiquent quant à eux les fondements de la société. Leur « rejet des grands modèles, des grandes organisations, des systèmes de démocratie représentative, ainsi que leur préférence pour les expériences, la proximité, la démocratie dialogique, et les formes d'auto-organisation leur confère un profil en vertu duquel ils se reconnaissent, s'identifient, s'associent et se mettent en réseau pour travailler inlassablement la société de fond en comble » (Rudolf, 2005 : 44). Les nouveaux mouvements sociaux seraient caractérisés par l'hétérogénéité des initiatives qui participent au mouvement. La volonté de former un mouvement unitaire, qui élargit toutefois ses bases, est ainsi caractéristique de leur action pragmatique.

Ces mouvements ont une préférence pour la protestation collective et publique du point de vue de l'action. Bien que n'atteignant pas le niveau organisationnel d'une entreprise ou d'une église par exemple (ce qui est davantage visible dans les *contentious politics* de la troisième période des mouvements sociaux qui, tel que nous le montrait Noiseux, assurent une forme de « permanence » des groupes, une veille constante qui peut agir dans les canaux de la politique institutionnelle), ils possèdent une certaine organisation. Enfin, ceux-ci sont méfiants face aux solutions techniques puisque c'est en quelque sorte la technique elle-même qui a engendré de nombreux problèmes contre lesquels ils luttent.

L'éloignement des mouvements sociaux de la sphère du travail résulterait de l'omniprésence du politique «selon laquelle (...) la vie quotidienne, la sphère privée et, de façon générale, les mondes vécus sont l'enjeu de pouvoir et de rapports de domination » (Rudolf, 2005 : 43), ce qui entraîne une reconnaissance du quotidien et des critiques qu'on lui adresse. De là la recherche d'alternatives dans le quotidien : « [I]l'ensemble des secteurs concernés par cette introspection du quotidien est vaste : il concerne la sexualité, la famille, l'éducation, l'habitat, les relations au travail, la gestion des ressources naturelles à travers, notamment, une critique de la consommation qui touche à tous les secteurs de la production en insistant, plus particulièrement, sur la consommation » (Rudolf, 2005 : 44).

Celles qui pourraient être qualifiées de différentes alternatives sont une « nouvelle figure de l'engagement social, dont on peut avancer qu'il a durablement transformé notre rapport à l'action et à la transformation sociale » (Rudolf, 2005 : 42). Les mobilisations sociales et les représentations de la société mettraient donc en évidence des manières de se représenter la société. Substituts à des mouvements unitaires et à une conception de la société comme d'un seul tenant, les alternatives correspondent de plus en plus à un foisonnement de formes et à une conception plus éclatée de la société dont la transversalité s'exprime par le recours à l'utopie concrète comme principale exigence.

« L'altermondialisme : un retour du libéralisme politique classique? »

Monsieur Fabrice Flipo, dans sa présentation intitulée « L'altermondialisme : un retour du libéralisme politique classique? » a démontré la thèse selon laquelle le mouvement altermondialiste, bien qu'il soit une tentative de redonner un sens au libéralisme classique, est menacé par un danger interne et un danger externe. Monsieur Flipo a tenu en premier lieu à montrer que ce qui est appelé aujourd'hui le néolibéralisme ou le libéralisme économique n'a plus de commune mesure avec sa définition d'origine. Selon lui, les critiques des altermondialistes dénotent d'ailleurs la volonté de réactualiser les principes essentiels de ces notions. En second lieu, Flipo a mis en relief les obstacles auxquels font face les altermondialistes, soit le risque d'une division interne dans le mouvement, et le danger externe constitué par les urgences liées à l'environnement dans lequel se déploie le mouvement altermondialiste.

Pour débuter son argumentation, Flipo reprend la question théologico-politique qui se posait, face à la menace absolutiste au XVII^{ème} siècle, à savoir de quelle façon de gouverner en évitant le fanatisme religieux ou l'autoritarisme? À travers les écrits des théoriciens du libéralisme, Flipo voit la réponse à cette question dans l'affirmation que la politique ne doit s'occuper que du pouvoir temporel, le reste, spirituel, étant du ressort des individus (Hobbes). Selon Flipo, le libéralisme conçoit, pour les individus, des droits égalitaires et universels, qui permettent l'existence d'une société civile distincte de l'État. Enfin, Montesquieu nous enseigne que la concentration de pouvoir dans l'État constitue une menace pour les citoyens et que « tout doit être fait pour l'empêcher de devenir despote » (Flipo, 2005 : 52), notamment en ce qui concerne la séparation des pouvoirs législatifs, exécutifs et juridiques. Par ailleurs, pour le néolibéralisme, la propriété privée et les conditions de marché doivent être défendues par l'État, et c'est ce à quoi se limite son rôle. Pour leur part, les membres de la société civile n'ont pour rapport que les échanges économiques.

Quatre points font douter Flipo quant à une possible assimilation du libéralisme au néolibéralisme. Le premier de ces points se rapporte à la nature humaine et au fondement du lien social. Dans le néolibéralisme, le désir de conservation de soi (et donc la « faim », soit la rivalité économique avec les autres hommes) est ce qui traduit le fondement du lien social. Or, dans le libéralisme, selon Locke notamment, le désir de conservation de soi inclut également tout ce qui peut faire litige dans la société, tel que l'éducation, la défense, etc. Le second point concerne la définition de la propriété. Les théoriciens du néolibéralisme, tels que Manent ou Nozick, maintiennent que tout ce qui existe possède un propriétaire, ce qui garantit le droit de propriété (légale, s'entend). Selon Locke, représentant du libéralisme, chacun aurait plutôt droit à sa part de biens naturels (appelé droits naturels), qui signifient la « répartition de la propriété commune selon les critères du droit naturel » (Flipo, 2005 : 54) et qui prime sur la propriété légale. Cette catégorie de divergence sert bien certains altermondialistes qui revendentiquent l'accès à leurs droits naturels, face à l'évidence que ceux-ci sont bafoués et que la propriété légale s'est mise à primer sur la part de biens naturels dus à chacun. Le troisième point réside dans le fait que pour les tenants du néolibéralisme, tout ce qui peut se substituer à l'or, en terme de valeur, est un bien naturel. Or, seuls les biens disponibles pour l'usage, et non pas l'or, qui est de la valeur ou de la richesse emmagasinée, sont les seuls qui soient des biens naturels car ils constituent de la richesse. Cette catégorie justifie la position écologiste qui soutient que ce que l'on considère comme de la richesse est un endettement envers les générations futures. Les individus ont certes le droits de s'approprier des richesses, en autant qu'il en reste suffisamment pour les autres. Enfin, le sens de « doux commerce » est le dernier élément soulevé par Flipo. Selon les tenant du néolibéralisme, ce terme signifie un moyen pour une fin, alors qu'au sens ancien et libéral de Montesquieu, il s'agit plutôt d'un échange solidaire, équitable, agréable et cordial entre personnes physiques ou morales.

À la lumière de ces distinctions, Flipo pose une question : est-ce que l'altermondialisation peut être vecteur d'un autre monde? Selon lui, les al-

termondialistes se trouvent face à deux dangers. Le premier de ceux-ci est la division interne « [I]es diverses revendications altermondialistes sont congruentes avec le libéralisme classique mais elles ne sont pas congruentes entre elles, et cela aussi est très libéral puisque de nombreux libéraux se distinguent par leur défense passionnée de la pluralité des valeurs et de la diversité des choix possibles, contre toute espèce de modèle unique détenu par une caste dont l'expertise autoproclamée serait surtout synonyme de totalitarisme » (Flipo, 2005 : 58). Ce danger se matérialise par la difficulté à proposer des alternatives mais aussi à tenir une cohésion face aux adversaires. L'autre danger, selon Flipo, est de nature externe au mouvement et concerne le nombre croissant d'urgences dans l'environnement. Qu'ils s'agissent des gaz à effet de serre ou des forêts, pour certains il est insensé de « perdre » du temps à débattre alors que les problèmes se multiplient à une vitesse fulgurante. Parallèlement, la question théologico-politique posé par Flipo en début d'exposé fait entrer en scène la perspective d'une réponse « développementiste », à laquelle les exclus ne croient pas et n'y voit qu'une invention occidentale, ce qui pourrait favoriser un rabattement sur des mouvements religieux (ainsi que les fanatismes), à même d'offrir une solidarité concrète et immédiate aux gens qui ont peur.

Selon Flipo, si le mouvement altermondialiste peut être qualifié de libéral au plan du sens classique, il ne peut se nommer ainsi car ce terme de libéralisme désigne ceux qui sont ses adversaires. Aux dires de Flipo, l'expression « néolibéralisme », employée par les altermondialistes définit d'ailleurs la « tyrannie de la sphère économique sur toutes les autres sphères de l'activité humaine » (Flipo, 2005 : 51). Toutefois, ceci pourrait être causé par le fait que le néolibéralisme a décrédibilisé le libéralisme duquel il est somme toute très éloigné.

« Quand l'ONG contestataire se structure en entreprise : Greenpeace et la professionnalisation du fundraising »

Monsieur Sylvain Lefèvre, dernier conférencier de cette séance, s'est intéressé au cas des modalités d'organisation et de structuration de l'ONG Green-

peace, particulièrement à ses méthodes de collecte de fonds. Ne recueillant de subventions ni d'entreprises ni de l'État mais seulement des particuliers, cet aspect est en effet d'une importance cruciale pour cette ONG. Dans son exposé qui s'intitulait « Quand l'ONG contestataire se structure en entreprise : Greenpeace et la professionnalisation du *fundraising* », Lefèvre a étudié le programme de collecte de fond « Direct Dialogue » sous l'éclairage de ce qu'il a eu comme impact sur Greenpeace, mais aussi en ce qui a trait à l'impact que l'ONG a eu sur l'instrument de collecte lui-même.

C'est en 1996 que le programme Direct Dialogue a été mis en place, d'abord en Autriche. Le programme consistait à envoyer des recruteurs dans la rue, et de les enjoindre d'accepter de laisser Greenpeace effectuer un prélèvement bancaire automatique mensuel. L'originalité et l'aspect innovateur du programme résultait du statut du recruteur qui est embauché en raison de sa formation et de ses compétences, et non pas pour son attachement à Greenpeace, à la cause qu'elle défend ou à sa connaissance de l'organisme. Autre point original, l'adhérent a peu de retour sur ce qu'il offre à Greenpeace, soit une simple revue trimestrielle contre les 8 à 10 euros par mois qu'il offre à l'organisme. Enfin, les canaux de collecte utilisés jusque là par Greenpeace sont peu à peu délaissés face au succès de ce programme. Selon Lefèvre, le succès du programme tient notamment au fait qu'il rompt avec la saturation de la collecte de fonds pour les ONG, qui provient, par exemple pour la France, « de la sursollicitation d'une population très ciblée, cinq ou six millions de Français de plus de 60 ans » (Lefèvre, 2005 : 63).

Au sein même de Greenpeace, l'implantation de Direct Dialogue crée un clivage en deux pôles. D'un côté, on retrouve les chargés de campagne, qui sont des activistes, des militants, des connasseurs et des experts, et de l'autre des chargés de collecte de fond, qui sortent des écoles de commerce ou qui ont travaillé dans des agences de publicité ou de marketing ou encore dans le secteur marchand. Ces derniers sont en quelque sorte des instruments de l'entreprise, ce que l'on pourrait voir comme une appropriation par la sphère

militante d'un dispositif propre au marché. Les campagnes de financement prennent donc une nature très commerciale qui peine parfois à être acceptée des chargés de campagne. Peu à peu toutefois, le bureau international impose ce mode de financement à tous ses bureaux nationaux, parallèlement à la transformation du rôle de recruteur qui se teinte d'une forme de militance et qui estompe l'impression que Greenpeace « vend son âme ».

Comment s'effectue le recrutement dans le cadre du programme Direct Dialogue? Le processus semble avoir évolué. Au départ, le recruteur procède par une stratégie de type « marketing/force de vente classique ». Il possède une liste de justification et de contre-objections afin de montrer au futur adhérent la pertinence d'être membre de l'organisation, de le convaincre. Puis, il tente de provoquer une belle rencontre: « il ne s'agit surtout pas de convaincre, mais de trouver les personnes déjà convaincues et non adhérentes, pour "réussir une belle rencontre" » (Lefèvre, 2005 : 67). Le recruteur doit personnaliser sa rencontre, être authentique, et non plus fonctionner avec une « checklist » qui l'assure d'avoir couvert tous les points desquels il « doit » parler.

La tâche de recruter, soit le *dirty work* de manipuler l'argent, qui semble beaucoup moins noble que la « vraie » militance, prend toute sa valeur et arrive à détenir une certaine grandeur lorsque le recruteur perçoit son travail comme un engagement et une forme de militance « vécu à travers l'horizon plus ou moins fantasmé de l'activisme » (Lefèvre, 2005 : 70). Le recruteur, qui a en effet parfois accepté de diminuer son salaire pour œuvrer pour une noble cause, lui donne l'impression, effectivement, de militer. Le problème qui se présente une fois que le recruteur se sent de plus en plus militant est la diminution de la capacité de demeurer bon vendeur : « au-delà de la frustration d'abandonner toute ambition de conviction, la difficulté vient du processus d'artificialisation de sa parole, quand sa foi est mise en formules "toutes faites" » (Lefèvre, 2005 : 70). Ainsi, si d'un côté le recruteur se voit convaincu de militer, ce qui valorise du coup son travail, Greenpeace lui indique

qu'il ne doit pas être militant lorsqu'il recrute car il perdra du temps dans la rue, la majorité des gens n'étant pas intéressée par l'organisme. Il doit plutôt s'attarder aux personnes déjà disposées à adhérer à Greenpeace. Ainsi, il est possible de voir que les formateurs de Greenpeace s'attachent à présenter le recruteur et le militant comme distincts mais toutefois « membres d'une même communauté imaginée » (Lefèvre, 2005 : 69).

Aujourd'hui, ce *dirty work* est devenu un véritable secteur de spécialisation pour certaines firmes de marketing tout à fait typiques du marché. Ces dernières offrent en effet le service de collecte de fond en sous-traitance, ce qui permet notamment d'éviter en partie la perte de productivité engendrée par l'expansion de la fibre militante du recruteur (par exemple la baisse de « contrats » de prélèvements automatiques mensuels). En offrant un service de main-d'œuvre recrutant de nouveaux adhérents, qui n'ont pas d'attachement aux causes pour lesquelles ils effectuent leur travail, la productivité demeure constamment au même niveau, assurant rentabilité et efficacité. Le marché, de cette façon, retire un intérêt à s'approprier la tâche propre à la sphère de la militance de collecter des fonds.

Lefèvre souligne que ce cas original fait en sorte que se profilent certaines questions : 1. Est-ce que le marché s'est infiltré dans l'espace militant? La responsabilité sociale et environnementale chère à la logique militante se serait-elle immiscée dans le marché? Pour y répondre, le conférencier évoque la nécessité de réviser l'articulation entre marché et secteur à but non lucratif, ainsi que de réfléchir sur la structuration et les modes d'actions des ONG.

Commentaire

De la troisième séance du colloque résulte une foule de pistes de réflexion quant aux fondements, aux perceptions du système dominant et aux modes d'action des altermondialistes et des mouvements sociaux en général. La cartographie de Noiseux, qui amorce un processus fort utile d'outilage pour un examen et une vue d'ensemble des mouvements sociaux est d'à propos afin de percevoir l'évolution et la multitude de ces mouve-

ments. Rudolf complète d'ailleurs particulièrement bien cet exposé, qui s'était conclu sur la nécessité de considérer plusieurs approches pour parvenir à dépasser les limites de l'étude des mouvements sociaux, par une mise en relief de la multiplicité des mouvements qui émergent de revendications qui se rattachent de plus en plus au quotidien. Parallèlement, Flipo fait réfléchir sur les fondements de ce à quoi s'oppose l'altermondialisme et propose de mieux le situer par rapport au système actuel dominant appelé parfois libéralisme, parfois néolibéralisme. Enfin, Lefèvre apporte une illustration concrète de ce que peut être une appropriation des dispositifs de marché par la sphère militante d'une part mais aussi, de l'appropriation du phénomène propre aux organismes non gouvernementaux de la collecte de fonds par le marché d'autre part. Au fil de la séance, les exposés des intervenants se sont donc rapprochés de plus en plus du sujet de la sphère économique qu'investissent les nouveaux mouvements sociaux, allant jusqu'à décrire le phénomène par le biais d'un cas concret. Si cela illustre bien le concept de nouveau mouvement social économique en développement, n'est pas en reste toute la thématique de la mondialisation qui provoque en partie l'action des altermondialistes. Les alternatives diversifiées que suscitent certains effets pervers de cette mondialisation sur le quotidien, se chapeautent aujourd'hui de ce qui s'apparente à une universalité des luttes. Toutefois, ces luttes s'articulent, comme nous l'avons vu, sur la base de la diversité et des nombreuses différences qu'appelle leur action pragmatique et qui les caractérisent. De là pourrait-on percevoir, il nous semble, un paradoxe qui apparaît nécessaire, justifié et respectueux des différences, soit la mondialisation des diverses mobilisations.

Sources complémentaires

Yannick Noiseux. 2005. « Étude des mouvements sociaux: une cartographie des approches théoriques ». Actes de colloque, « Nouveaux mouvements sociaux économiques et développement durable: les nouvelles mobilisations à l'ère de la mondialisation », Chaire de responsabilité sociale et de développement durable et CR-23 Sociologie de l'environnement, dans le cadre du 73^{ème}

Congrès de l'ACFAS du 9 au 13 mai 2005 à l'Université du Québec à Chicoutimi, pp. 32-41.

Florence Rudolf. 2005. « Les dits "nouveaux mouvements sociaux" en Allemagne entre 1970 et 2005 : Quels enseignements pour les mobilisations actuelles? ». Actes de colloque, « Nouveaux mouvements sociaux économiques et développement durable: les nouvelles mobilisations à l'ère de la mondialisation », Chaire de responsabilité sociale et de développement durable et CR-23 Sociologie de l'environnement, dans le cadre du 73^{ème} Congrès de l'ACFAS du 9 au 13 mai 2005 à l'Université du Québec à Chicoutimi, pp. 42-50.

Fabrice Flipo. 2005. « L'altermondialisme : un retour du libéralisme politique classique? ». Actes de colloque, « Nouveaux mouvements sociaux économiques et développement durable: les nouvelles mobilisations à l'ère de la mondialisation », Chaire de responsabilité sociale et de développement durable et CR-23 Sociologie de l'environnement, dans le cadre du 73^{ème} Congrès de l'ACFAS du 9 au 13 mai 2005 à l'Université du Québec à Chicoutimi, pp. 51-61.

Sylvain Lefèvre. 2005. « Quand l'ONG contestataire se structure en entreprise : Greenpeace et la professionnalisation du *fundraising* ». Actes de colloque, « Nouveaux mouvements sociaux économiques et développement durable: les nouvelles mobilisations à l'ère de la mondialisation », Chaire de responsabilité sociale et de développement durable et CR-23 Sociologie de l'environnement, dans le cadre du 73^{ème} Congrès de l'ACFAS du 9 au 13 mai 2005 à l'Université du Québec à Chicoutimi, p.62-73.

Félicitations !

L'équipe de la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable tient à féliciter deux de ses étudiantes l'obtention de bourses d'excellence

Madame Véronique Bisaillon, étudiante-chercheure à la CRSDD (maîtrise en sciences de l'environnement) a reçu une bourse d'excellence de la Fondation de l'UQAM.

Madame Gisèle Belem, également étudiante-chercheure à la CRSDD (doctorat en sciences de l'environnement) a reçu deux bourses d'excellence, l'une de la Fondation de l'UQAM, et l'autre du FQRSC (Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture).

Bonne chance dans la poursuite de vos études!

L'écologisme autrement? Fin du grand récit et désinstitutionnalisation

Compte rendu de la conférence de M. Jean-Paul Bozonnet présentée à l'ACFAS dans le cadre du colloque sur les nouveaux mouvements sociaux économiques organisé par la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable, 9 au 13 mai 2005

Lysiane Roch, étudiante-rechercheuse à la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable

Depuis sa naissance dans les années 1970, le mouvement écologiste n'a cessé d'évoluer. On constate aujourd'hui une professionnalisation de plus en plus importante des membres des associations. Ces dernières perdent à la fois leurs membres et les contributeurs engagés qui participaient à leur financement. Qu'est-ce que cette situation nous révèle sur le mouvement écologiste lui-même? Peut-on considérer qu'il se désinstitutionnalise? Que cette désinstitutionnalisation implique-t-elle alors quant au destin du grand récit écologiste? C'est à toutes ces questions que tente de répondre Bozonnet dans sa conférence. En montrant d'abord en quoi l'écologisme constitue un grand récit, original et autonome, il analyse l'inscription de ce récit dans la société civile pour étudier ensuite l'évolution récente du mouvement. Ses réflexions l'amènent à poser un certain nombre d'hypothèses quant au destin du grand récit écologiste.

Pour Bozonnet, c'est son originalité et son autonomie qui font de l'écologisme un grand récit. Discours cohérent et totalisant, l'écologisme de la fin du 20^e siècle se distingue des poussées de retour à la nature qui l'ont précédé en ce sens qu'il influence les activités quotidiennes de ses militants et a engendré des mouvements sociaux d'envergure internationale. L'écologisme peut aussi être considéré comme un discours autonome puisqu'il est déconnecté des problèmes d'environnement physique. En effet, les sociétés passées n'ont pas manifesté de conscience écologique malgré les nombreux problèmes d'environnement importants qu'ils ont rencontrés. De plus, l'inquiétude écologique globale est inversement proportionnelle à la qualité de l'environnement d'un pays. Le sentiment du risque et écologisme, quant à eux, ne sont pas reliés. Ces déconnexions peuvent s'expliquer par les obstacles cognitifs qui rendent diffici-

les la détection et l'évaluation des problèmes environnementaux ainsi que la recherche de leur coupable. L'écologisme comporte aussi une dimension sociale et politique. Trois concepts permettent l'analyse de ce mouvement : le système de valeurs et d'opinions, l'idéologie et le mythe ou récit. Pour Bozonnet, ces différents concepts ne s'excluent pas mutuellement.

La conscience écologique est diffusée aux citoyens par le biais des médias, des institutions scolaires et des leaders d'opinions entourant les individus. On peut distinguer quatre types de rapports à l'écologisme dans la population. Les *engagés*, d'abord, possèdent des valeurs intenses et exclusives. Alors que certains montrent une forte appartenance associative, on constate chez d'autres la proximité d'un parti Vert. Dans une deuxième catégorie, les *sympathisants* possèdent aussi des valeurs environnementales, mais celles-ci ne sont pas exclusives. Les *environmentalistes minimalistes*, quant à eux, véhiculent des valeurs écologistes consensuelles mais peu intenses. Un dernier groupe, plus marginal, comprend les individus qui *ignorent les enjeux écologistes ou manifestent des réactions anti-écologistes*. Au nombre des facteurs intervenant sur la conscience écologique, nous retrouvons la richesse économique, les ressources, le capital social et la culture politique et religieuse.

Depuis les années 1990, on constate une diminution du nombre de membres des associations écologistes et de leurs contributeurs engagés. Peut-on parler de désinstitutionnalisation du mouvement? Notons d'abord que l'institution, différente de l'organisation et de la rationalisation, se caractérise par ses règles, son intégration sociale et sa prévisibilité. Nombre de membres des associations se sont professionnalisés. Cette professionnalisation s'est développée dans les institutions politiques,

économiques et dans le tiers secteur. C'est ainsi qu'on assiste à un reflux de l'écologisme associatif. Comment expliquer ce phénomène ? Trois explications, insuffisantes, peuvent ressortir. La première, l'accaparement de l'action écologique par les institutions, n'explique pas la diminution des contributions des acteurs engagés. La deuxième, l'hypothèse des ressources, associe le reflux associatif à la crise économique des années 1990 qui a frappé nombre de pays d'Europe. Or, même pendant la crise, le PIB des pays d'Europe n'a cessé d'augmenter. Enfin, une dernière hypothèse concerne l'influence des médias. Pour Bozonnet, cette dernière ne tient pas puisque les médias ont mis l'accent sur bon nombre de problématiques environnementales dans les dernières années. Bozonnet pose plutôt l'hypothèse que l'écologisme a pris une nouvelle forme. Puisque les préoccupations écologistes n'ont pas faibli, on pourrait parler de la désinstitutionnalisation de l'écologisme dans la société civile. En parallèle, on assiste à de nouvelles formes d'actions non-instituées. Les activistes refusent toute inféodation à une organisation. Leurs actions sont renouvelées, inattendues et imprévisibles. Les organisations qui prennent forme sont temporaires ou intermittentes.

Bozonnet propose un certain nombre d'hypothèses permettant d'entrevoir le destin du grand récit écologiste en regard de la désinstitutionnalisation. Accaparé par les institutions de l'État, l'Université et les communautés épistémiques, le récit perdrat la dimension mythique et symbolique qui le caractérisait au profit de la rationalité. Le récit se trouverait aussi fragmenté. Désarticulés, les symboles seraient réduits à leur dimension affective, faisant dériver le récit vers un imaginaire régressif. En conclusion, Bozonnet considère l'écologisme comme un mythe dormant, un grand récit enfoui dans lequel les militants pourraient aller puiser de façon ponctuelle, lorsque le besoin s'en fait sentir.

Nouveaux mouvements sociaux économiques et développement durable : les nouvelles mobilisations à l'ère de la mondialisation

73^e Congrès de l'Association francophone pour le savoir, 9 au 13 mai 2005

Compte rendu de la neuvième séance du colloque de la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable- *Mouvements sociaux et développement durable au Sud*

Ana Isabel Otero, avec la collaboration de Lysiane Roch, étudiantes-chercheures, Chaire RSDD

Les trois présentations de cette séance tracent un portrait des actions collectives dans trois pays du Sud. Même si la problématique de chaque région n'est pas la même, les auteurs montrent le fait que la société civile se mobilise afin de prendre en main des projets propres ou simplement pour faire entendre ses revendications. La première conférence, celle de Jean-Guy Vaillancourt, sociologue de l'environnement à l'Université de Montréal et Louis Ilionor, son collègue haïtien, s'intitule : ***actions collectives dans la lutte contre le déboisement en Haïti : dimension politique et dimension sociale.*** Cette conférence a porté sur le problème de la dégradation de l'environnement en Haïti, un problème qui est d'autant plus grave que les spécialistes prévoient une désertification du pays d'ici quinze ans. Face à cette perspective, plusieurs acteurs se sont impliqués dans une lutte à plusieurs fronts, où les alliés et les ennemis ne sont pas clairement définis.

M. Vaillancourt a présenté trois catégories d'acteurs qui participent dans la question du déboisement en Haïti : les organismes publics et transnationaux, les organisations intermédiaires et les acteurs locaux, ainsi que leurs rapports entre eux et les entraves qu'ils doivent affronter. Il faut noter d'abord que le problème environnemental dans ce pays provient de plusieurs causes, la plus importante étant l'exclusion sociale. En effet, il existe des degrés inquiétants de pauvreté qui sont la conséquence, principalement, du manque d'activités productives. Très souvent, les communautés rurales doivent assurer leur survie soit par le biais de la vente de charbon de bois, soit en l'utilisant eux-mêmes pour cuisinier, ce qui n'encourage pas la conservation des arbres. Une des solutions envisagées par l'État, en collaboration avec d'autres organisations internationales, a été de créer des conditions de micro-crédit accessibles pour les familles démunies afin de faire l'acquisition de cuisinières améliorées. En effet, il existe en Haïti un partenariat public-privé concernant le problème du déboisement. Pourtant, les acteurs qui y appartiennent agissent sous la logique de l'offre et la demande. En outre, il manque un cadre légal approprié pour la promotion des substituts énergétiques et l'acquisition de ceux-ci demande des devises étrangères dont l'État ne dispose pas.

Concernant les groupes locaux, ils ne sont pas ho-

mogènes et ils ne définissent pas le problème de la même façon. Quelques organisations, par exemple, agissent sous l'égide des ONG internationales, ce qui fait qu'elles doivent répondre aux exigences des bailleurs de fond. Dans le secteur rural, les organisations les plus importantes sont Care-Haïti et PADF; celles-ci entretiennent un lien fort avec les États-Unis. Dans le nord du pays, la zone la plus pauvre, les conflits sont courants entre des associations paysannes pro-CARE et ceux qui s'opposent à ce modèle. Il faut noter que, en général, la participation des communautés locales dans le reboisement est courante. Toutefois, la situation des paysans ne s'est pas améliorée, notamment parce que leurs besoins n'ont pas été pris en compte. Un gros problème a été le type d'arbres que les organisations comme CARE veulent planter. Il s'agit, par exemple, des Eucalyptus, qui nécessitent beaucoup d'eau et qui rendent les sols plus arides et donc peu aptes pour l'agriculture. Dans un tel contexte, la réponse demeure à être trouvée. Les solutions proposées jusqu'à maintenant sont limitées par le contexte économique et politique du pays. Pourtant, la conscience de la gravité du problème existe, ainsi que la volonté de la part des acteurs locaux de lutter contre la dégradation environnementale. Or, cette présentation dégage l'idée que, tandis que les acteurs continuent à lutter entre eux et à essayer d'imposer leur propre vision, la bataille sera perdue.

Ensuite, Myriam Laforce nous a expliqué quels sont les enjeux principaux liés à l'activité minière au Pérou dans sa présentation ***Mobilisations communautaires et activités minières étrangères au Pérou : quels enjeux pour le développement durable?*** Elle a rendu compte de deux scénarios où les communautés locales luttent contre les effets polluants de l'activité minière et la délocalisation des populations liées à ces secteurs, ce qui aurait pour conséquence d'empêcher le développement local. Le premier cas porte sur l'intégration de la communauté de Tambogrande dans les projets d'une compagnie canadienne et le deuxième sur l'expansion du projet minier de Yanacocha via une compagnie étau-nienne.

En réalité, ces problèmes ne sont pas nouveaux. Dès les années 50 il y a eu des mobilisations paysannes contre l'appropriation des ressources du Pérou, mais elles sont restées marginales. Mme Laforce a encadré son sujet par l'approche théorique des nouveaux mouvements sociaux économiques afin de montrer son évolution. Lors des premières mobilisations, il existait une énorme asymétrie de pouvoir entre les mouvements paysans et les autres acteurs économiques et gouvernementaux. Or, actuellement on témoigne de mobilisations plus importantes et, surtout, plus réussies. Il s'agit donc d'un précédent important dans l'établissement d'un équilibre entre les forces.

Il existe trois facteurs qui expliquent l'accroissement des mobilisations et le basculement des rapports de force. D'abord, pendant la présidence de Fujimori, la crise économique a forcé la recherche d'une stratégie nationale visant l'obtention de ressources économiques pour payer la dette. La solution la plus viable a été d'attirer les capitaux étrangers pour les investir dans l'activité minière. La stratégie a donné dans un premier moment les résultats attendus, c'est-à-dire le renforcement de l'activité et l'entrée de devises. Toutefois, la population n'a pas perçu de résultats au niveau du développement local. Cette solution s'inscrivait dans le contexte classique d'ouverture économique et de la réduction du rôle de l'État en Amérique latine. De plus, le pays s'est soumis à la dépendance de ce secteur. Il s'agit, en effet, d'une activité tournée vers l'extérieur et sans retombées internes, surtout parce que 92% des ressources utilisées sont également exportées. Ceci dit, les compagnies étrangères ne sont pas intéressées à utiliser ni les ressources ni le savoir-faire locaux. Ainsi, contrairement aux prévisions du gouvernement, les régions minières s'appauvrissent constamment, malgré la croissance économique. Or, dans ce contexte de désespoir, une prise de conscience a vu le jour et a poussé les communautés à unir leurs efforts.

Conséquence du premier facteur, le renforcement commun a servi de levier pour que la population locale puisse acquérir l'influence, se faire entendre et redéfinir le rapport de forces. Il faut noter que la fin du régime autoritaire de Fujimori a ouvert la porte pour des nouvelles revendications. Ainsi, malgré les problèmes de cohésion, les groupes contestataires s'organisent. Il existe, par exemple, des associations qui font du lobbying actuellement à propos des problèmes miniers. Un aspect important à signaler est la présence d'alliances avec des acteurs comme les groupes religieux, des associations civiles nationales et des ONG internationales. De même, les nouvelles technologies ont servi pour la mise en place d'un réseau électronique. De cette manière, les communautés affectées par le secteur minier renforcent leur capacité de négocia-

tion. Ces alliances permettent donc de faire face à un État qui n'intervient que peu dans les activités minières et qui n'offre pas de mécanismes de prévention des effets nuisibles.

Le dernier facteur fait référence justement à l'évolution du rôle de l'État, qui est passé de moteur de développement à facilitateur. La fonction de l'État dans la distribution de la richesse a disparu pour laisser la place à des projets plus visibles, mais viables à court terme. Cette redéfinition du rôle étatique n'a pas prévu des mesures complémentaires à l'ouverture commerciale. De plus, le manque de clarté lors de la rédaction de lois laisse beaucoup de marge de manœuvre pour les parties en conflit et il n'existe pas de médiateur pour régler la situation. Ainsi, le lien entre l'État et la société civile en est donc affecté et même si les règles pour la mise en place d'un projet de développement durable existent, le gouvernement est incapable de mobiliser les ressources nécessaires. Cette crise de légitimité de l'État encourage encore plus la mobilisation sociale.

Toutefois, il existe des initiatives intéressantes comme les accords entre les compagnies minières et les communautés locales. De même, le dialogue entre les ONG, les communautés et les compagnies s'est accru au cours des dernières années, mais toujours en absence de l'État. Les accords conçus jusqu'à maintenant portent sur quatre enjeux : les terres, l'environnement, le développement durable et les droits de l'homme. Il est nécessaire, par contre, que les règles du jeu se modifient afin de permettre la mise en place des accords. Le besoin d'un cadre légal s'impose.

Dans la dernière présentation de cette session, Sambou Ndiaye – *L'entrepreneuriat communautaire en contexte de précarité : une expérience sénégalaise* – nous a montré le potentiel innovateur des communautés au Sénégal dans une situation critique. À son avis, lorsqu'une crise économique dure très longtemps, il ne s'agit plus d'une crise, mais d'un contexte de précarité. Dans ces circonstances, la population se voit obligée à se positionner, à prendre en charge les activités économiques.

La mise en contexte de la communication de M. Ndiaye, nous a permis d'observer un phénomène qui est courant dans les pays en développement, mais qui pose plus de défis aux pays encore moins développés. Il s'agit de la crise économique profonde et de l'accroissement de la pauvreté. Il existe plusieurs acteurs et facteurs qui s'entremêlent pour définir le contexte actuel au Sénégal. On a, d'une part, une population qui remet en cause le rôle de l'État et qui réaffirme le com-

promis social. De plus, de nouvelles actions stratégiques émergent qui se positionnent contre le modèle en place et proposent des innovations sociales par de nouveaux acteurs. D'autre part, on trouve un État incapable d'assurer le bien-être social lors de la mise en place des programmes d'ajustement structurel.

À partir des années 80, il y a eu une mouvance visant la création des associations et des mutuelles dans le pays, avec un cadre juridique à caractère hybride qui comprend les entreprises, les communautés et l'État. Cette logique impose un visage non seulement économique, mais aussi social aux activités de production et de distribution. Il existe également une dynamique d'autopromotion qui côtoie des innovations locales importantes comme les micro-crédits. En effet, le nombre de bénéficiaires des micro-crédits s'est largement accru entre 1993 et 2002. Il existe différents organismes qui les octroient : des agences publiques, privées ou la banque du développement; il existe même des modalités d'autofinancement. La nouveauté est que ce financement n'est pas seulement destiné à la classe la plus démunie, mais il est également accessible pour la classe moyenne. On parle donc d'un accès plus démocratique au crédit.

Ensuite, M. Ndiaye a montré deux exemples d'organisation locale qui ont permis la mise en place des petits projets de développement. Le premier fait référence à la collecte des ordures ménagères dans quelques communautés où les services publics sont insuffisants. Dans ces communautés, les ordures n'étaient collectées qu'une fois par semaine. Vu que cela posait des inconvénients à la population, les gens ont décidé de s'organiser et non seulement d'enlever les ordures, mais aussi de commencer un processus de transformation. Ces actions comportaient plusieurs avantages. D'abord, les ordures ont été utilisées pour faire du compost, donc des nouvelles ressources pour la communauté. Ensuite, les sans-emploi y ont trouvé un marché du travail. Finalement, un nouveau type de gouvernance locale est apparu dans ce contexte.

Une entreprise de femmes représente le deuxième exemple. Il s'agit d'une entreprise de transformation du poisson. Ce travail était auparavant réservé aux vieilles femmes et il était considéré comme peu gratifiant. Or, il a pris un nouvel essor et il est même devenu une industrie lorsque le crédit a été accessible. Encore une fois, on trouve des avantages importants : on récupère les résidus du poisson frais en même temps qu'on diminue les effets polluants de ce type de déchet et plusieurs femmes y ont trouvé des débouchés. Les résultats ont été positifs. Il existe maintenant des formations pour l'utilisation des nouvelles techniques dans la

transformation du poisson et cette entreprise a servi d'inspiration pour d'autres programmes de réduction de la pauvreté.

En guise de conclusion, M. Ndiaye a fait une synthèse des bénéfices issus de ces innovations. Toutefois, il a ajouté des obstacles auxquels la population continue à faire face. En effet, ces projets locaux ne sont pas toujours soutenus à cause de la prédominance de la logique administrative hiérarchisée et représentée par le pouvoir public. Dans ce cadre, la valeur qui prévaut est la rentabilité et ce ne sont pas tous les acteurs sociaux qui prennent position. Il est presque ironique de voir que la conclusion met l'accent sur le besoin d'un cadre régulateur qui émane de l'État.

En guise de conclusion pour les trois conférences, nous avons observé un facteur qui se répète constamment : le besoin d'avoir un cadre légal convenable et qui doit, bien sûr, émaner de l'État, s'impose. Nous avons rendu compte de trois contextes différents, avec des problématiques variées et dont les solutions sont propres à chaque région. Ainsi, le rôle de la société civile fluctue, selon le cas, entre la collaboration avec des instances externes, la confrontation ouverte et la recherche de solutions internes. Toutefois, même si on parle de nouveaux mouvements sociaux économiques et de la recherche de solutions au sein de la société civile, les trois conférenciers, à un moment donné, ont mis l'accent sur le retour inévitable vers l'État comme garant incontournable des droits.

Politiques de la globalisation et changement social

Compte rendu de la conférence de Fernando Henrique Cardoso

Par Valérie Demers, étudiante-rechercheuse, CRSDD

Les Grandes conférences organisées pour les événements du 50^e anniversaire du Département de Sociologie de l'Université de Montréal, en collaboration avec le Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal, ont eu l'honneur de recevoir le 15 avril dernier le Président du Brésil de 1995 à 2002, M. Fernando Henrique Cardoso. Sociologue et ardent défenseur de la démocratie et des droits, ses présidences ont permis la réduction de la présence militaire au sein du cabinet gouvernemental, contré l'impunité des violations des droits humains par les gouvernements et remis leur terre à 600 000 familles, par le biais du Mouvement des Sans Terre ¹, soit plus que tous les gouvernements civils et militaires brésiliens précédents réunis. La stabilisation de l'économie brésilienne, suite à 20 ans de chaos allant jusqu'à des augmentations de l'inflation de 6 à 30% par mois, est l'une des actions les plus notoires de Cardoso ², bien que les avis soient mitigés quant au total succès des mesures économiques mises en place. Dans le cadre de cette conférence, celui qui a changé le visage du Brésil à la fin du siècle dernier a discouru de façon informelle sur le parcours de sa vie, de ses études à sa présidence, en passant par la situation politique, économique et sociale de son pays, tout en rattachant ces éléments à sa théorie de la dépendance.

Les études de Cardoso : un destin se dessine

De l'élocution de l'ancien président Cardoso se profile un parcours pour le moins cohérent. Celui qui dès son jeune âge s'intéresse aux problèmes de développement, à la croissance du capitalisme et à la volonté « de changer les choses », principalement à instaurer la démocratie au Brésil, a poursuivi le même objectif toute sa vie. Le destin de Cardoso semble d'ailleurs orienté par ses études en sociologie. C'est en 1948, à 17 ans, qu'il entre à l'université de São Paulo, « parce qu'il est socialiste et qu'il veut changer le monde ». La création de l'université dans les années 1930 par l'élite de la ville, se veut en effet une démarche qui s'inscrit en faux avec le gouvernement militaire anti-démocratique de Getúlio Vargas ³ qui a été au pouvoir pendant 15 ans. Quelques professeurs recrutés à l'étranger, surtout en Europe, avaient accepté de se joindre à l'équipe, dont Claude Lévi-Strauss, Radcliffe Brown, Roger Bastid et Fernand Braudel. Il règne donc déjà à l'époque une certaine familiarité avec les sciences sociales (anthropologie, économie, sociologie et science politique). Une des missions de l'institution est de démontrer, par une démarche d'objectivité, que la

sociologie est de la « vraie » science.

Les études universitaires de Cardoso portent sur les Noirs du Brésil, « ce qui touche grandement son cœur et son esprit ». Néanmoins, plus il avance, plus il ressent le besoin de changer son approche d'étude car, croit-il, les méthodes privilégiées à l'université (le fonctionnalisme et la théorie des valeurs par exemple) ne sont possiblement pas appropriées pour aller de pair avec ses velléités de changer le Brésil. C'est d'ailleurs ce qui le pousse, alors qu'il est assistant à l'université, à former un groupe, à l'extérieur de l'institution, pour étudier Marx, dont les écrits le marqueront profondément. Le groupe lit donc *Le Capital* qui donne naissance à la conception marxienne d'une structure sociale qui se modifie à travers l'histoire. Cardoso tente tour à tour d'appliquer les théories de Marx aux Noirs du Brésil, à la structure sociale de la société brésilienne plus largement puis plus tard, à la question du sous-développement. Il constate finalement que les catégories de Marx, développées en Europe, ne peuvent être utilisées dans son pays et songe à en effectuer une révision pour la situation particulière du Brésil. Son principal questionnement concerne l'identification des acteurs derrière les transformations au Brésil. À cet égard, Cardoso s'intéresse aux classes des entrepreneurs et des ouvriers. De ses études, il produit deux articles qui sont publiés dans la revue française *Les Temps modernes* et qui révèlent notamment que les entrepreneurs ne sont pas si éloignés de la terre et des populations qui en vivent qu'il ne le paraît d'emblée. Ces articles suscitent l'intérêt de Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir, d'abord, puis plus tard d'Alain Touraine, ce qui poussent tour à tour ces derniers à visiter Cardoso au Brésil. Reprenant ces articles, Touraine soutient que le Brésil n'est pas comme l'Europe, que la structure sociale est différente, et qu'il n'y a pas lieu d'attendre la même action transformatrice des entrepreneurs et des ouvriers au Brésil qu'en Europe. Cardoso, soutenu par celui qu'il perçoit comme une autorité intellectuelle, sent à ce moment la force de tenter une nouvelle compréhension des structures historiques dont le comportement, selon Touraine et lui, sera unique.

Le développement autrement

C'est à cette époque qu'a lieu au Brésil le coup d'État qui donnera naissance à la dictature militaire qui durera environ 20 ans. Cardoso est

même exilé au Chili de 1964 à 1968. À ce moment, la Commission économique pour l'Amérique latine propose un plan afin de tenter un nouveau développement économique pour la région. Face à l'évidence que les produits non-manufacturés brésiliens ne peuvent rivaliser avec les produits manufacturés, la Commission soutient qu'il est nécessaire d'industrialiser le Brésil. Aussi, l'État doit d'une part épargner pour promouvoir l'investissement et d'autre part attirer les entreprises vers le Brésil. C'est ce qui donne à Cardoso l'occasion de faire connaître ses opinions en ce qui a trait au développement. Selon Cardoso, cette théorie, qui se résume à l'idée que le développement passe par l'industrialisation, néglige les facteurs politiques et sociaux. En 1965, il rencontre donc la Commission et lui remet un document pour l'enjoindre de tenir compte, dans son analyse des problèmes économiques, de tels facteurs. Ce sont ces idées qui sont développées dans *Dépendance et Développement en Amérique latine*, publié en 1967 par Cardoso et l'historien chilien Enzo Faletto. Le sociologue élabore ainsi sa théorie de la dépendance et sa vision du développement du capitalisme dans la périphérie du développement mondial. Selon lui, les industries créent certes de nouvelles classes sociales et accroissent la masse prolétarienne (ouvriers et nouvelle classe moyenne venue du marché) mais la globalisation ne laisse pas ces masses en marge; celles-ci sont plutôt absorbées par le système. Cardoso n'estime donc pas impossible le développement, qui existe bel et bien en périphérie, mais croit nécessaire de souligner son caractère différent du développement habituel. Ainsi, il suppose que l'entreprise étrangère, si elle utilise la main-d'œuvre locale et effectue une production interne des produits qui seront aussi absorbés par le marché intérieur, peut contribuer à la prospérité du Brésil. C'est d'ailleurs ce qui le mènera, plus tard, à favoriser une réduction du rôle de l'État dans l'économie et à s'appliquer, par diverses politiques, à attirer les investissements étrangers.

Cependant, l'idée de développement est à l'époque très fragile et on croit difficilement à un potentiel changement de la structure globale. Cardoso est pour sa part convaincu qu'il y a des transformations dans la structure sociale et que celles-ci doivent être reconnues. Fidèle aux intérêts qui lui tiennent à cœur dès le début de ses études, l'objet de Cardoso demeure donc de voir comment se transforment les structures de la société brésilienne. La sociologie est d'ailleurs selon lui la reconnaissance du mouvement de la société, la vision de l'histoire. Cette idée semble à ses yeux bien illustrée par Tocqueville : la structure résiste, mais les hommes changent la structure. Il faut donc distinguer, dans ce changement, ce qui relève de l'accident et ce qui relève plutôt de la tendance générale.

La théorie de la dépendance : le caractère accidentel de la présidence de Cardoso

L'importance qu'accorde Cardoso à l'accident va de pair avec la théorie de la dépendance dont il est un des principaux penseurs. Celle-ci, qui « prétend donner une signification à une série de faits et de situations qui apparaissent conjointement à un moment donné (...) cherche à instituer par son intermédiaire des rapports qui rendent intelligibles les situations empiriques en fonction du mode de connexion entre les composantes structurelles internes et externes » (Faletto et Cardoso cités par Lipietz). En d'autres termes, il existe des structures diverses résultant de multiples facteurs, qui sont modulées et transformées par des « accidents » qui parviennent à les changer. Selon Cardoso, lui, l'intellectuel, et plus tard Luiz Inacio Lula da Silva, l'ouvrier, forts de leurs politiques démocratiques, se seraient retrouvés, par accident, en position d'exprimer le sentiment général, soit une forte volonté de démocratisation dans un contexte où la structure globale était susceptible de subir une transformation.

La situation du pays à la veille de la présidence de Cardoso est en effet telle que le terrain est propice à accueillir le futur président. La corruption fait rage, mais surtout, l'inflation est devenue « une véritable maladie à vivre », un désastre total dans la population du Brésil. Le Fonds monétaire international n'arrive plus à gérer la crise. La majorité de la population se plaint de l'inflation; seules les personnes qui possèdent de l'argent, et donc ont accès aux banques, peuvent partiellement résister puisqu'on introduit un mécanisme d'indexation capable de reproduire leur situation financière *ex ante*. Il s'agit bien entendu de la couche riche, des entrepreneurs et même du gouvernement. Pour les moins biens nantis, sans lien avec les institutions financières, la mesure d'indexation est sans effet. Cardoso croit que la meilleure façon de régler ces problèmes économiques est de mettre un frein à l'inflation, en l'accompagnant de diverses mesures pour faire de cet arrêt une solution durable.

Élu sénateur dans l'État de São Paulo en 1986, il forme le parti centriste social démocrate en 1988. Puis, alors qu'il est ministre des affaires étrangères (1992-1993), il reçoit un appel du président qui lui offre le poste de ministre des finances, ce qui constituerait le quatrième changement en sept mois. Cardoso refuse, mais la situation est telle que ce refus est occulté et partout, on le nomme déjà nouveau ministre des finances, à la tête, donc, de la dimension la plus catastrophique du Brésil en 1993, soit l'économie. Son plan économique est de ceux qui font suggérer à l'entourage de Cardoso de démissionner suite à son dépôt. Or, le nouveau ministre est dépourvu d'une chose dont plusieurs sont encombrés, soit

l'intérêt politique ou carriériste, qui ne lui fait pas craindre de perdre quoi que ce soit. Le plan économique est donc expliqué à la population, qui le comprend et l'accepte, à la grande surprise de plusieurs. De nombreuses mesures correctives de la situation économique sont mises en place, dont le frein à l'inflation. En 1994, Cardoso est élu à majorité comme président, et sera reconduit jusqu'en 2002.

Selon Cardoso, la théorie de la dépendance s'illustre dans les événements qui ont mené à sa présidence. La situation brésilienne existante, catastrophique, constitue la structure, alors que la décision du président de nommer Cardoso ministre des finances, avec les événements qui ont suivi, s'avèrent l'accident à même de modifier cette structure. Il s'agit, ainsi, de « l'impossible rendu possible », qui s'obtient en trouvant le milieu dans les limites, les actions, les structures et les illusions, ce qui se rapproche selon l'ancien président de la théorie de l'action de Touraine dans laquelle l'individu peut modifier son environnement au lieu d'être déterminé par celui-ci.

Aux dires de Cardoso, plusieurs situations se prêtent à la théorie de la dépendance. Ainsi aujourd'hui, le système mondial en changement dépend de facteurs divers comme Internet, l'intelligence artificielle, l'unilatéralisme de George W. Bush, etc., qui, mis ensemble, forment un horizon sur lequel peuvent se produire des accidents. « Que fera-t-on de tout ça ? », demande Cardoso. Les structures en place, qui sont anciennes et ne suffisent plus, ne lui enlèvent pas son optimisme car il constate qu'il y a seulement quelques années, il aurait été difficile de prévoir « l'impossible », comme l'émergence de l'Inde et de la Chine comme futures puissances économiques mondiales par exemple. Personne, en somme, ne peut savoir d'avance comment se transformeront les structures. Pour Sartre, c'est ce qui constitue le « projet », c'est-à-dire nier ce qui existe. Cardoso s'interroge : « Quel est le rôle de la société civile dans tout ce processus, sur la planète, dans le système actuel? ». Selon lui, de la même façon qu'une analyse de la société industrielle a été faite par les sociologues, une analyse doit être faite de la société actuelle, et Cardoso estime qu'il existe de nombreuses, très nombreuses possibilités d'analyse. Il y a beaucoup à imaginer comme structure future. Un espoir? La démocratie n'est pas le changement social, mais elle peut permettre celui-ci selon l'ancien président.

De la conférence de Fernando Henrique Cardoso se dégage un grand optimisme. L'ancien président, terminant son discours, semble sous-entendre que la société civile a un rôle potentiel considérable à jouer dans la transformation historique de la structure actuelle du monde. En effet,

Cardoso donne à penser que les structures qui se sont développées, qu'il s'agisse de l'ordre économique ou social par exemple, sont appelées à changer par des accidents, et que ceux-ci pourraient être provoqués par la société civile. S'il ne donne pas de pistes de réponse quant au rôle concret de cette dernière, outre son insistance sur le caractère démocratique du processus qui mènera au changement, il offre définitivement de multiples éléments de réflexion. Il est d'ailleurs intéressant de tracer un parallèle avec la mise en place de l'audacieux plan économique de Cardoso. L'homme politique, qui à ce moment a osé présenter cette innovation risquée, qui n'avait aucune crainte de perdre un quelconque passé politique ou une carrière, ne se trouvait-il pas dans la même situation que la société civile face aux structures avec lesquelles elle s'inscrit en faux?

¹Le Mouvement des Sans Terres appuie au Brésil une réforme agraire qui vise à redistribuer ou à déconcentrer la terre, conçue comme moyen de production, à travers une redistribution de celle-ci aux paysans sans terre, au détriment des grands propriétaires brésiliens qui se la sont appropriée.

²Présentation de Philippe Faucher, professeur titulaire au Département de science politique de la Faculté des Arts et Sciences de l'Université de Montréal et directeur scientifique adjoint par intérim du Centre d'études et de recherches internationales.

³Vargas est élu en 1934 et rencontre une forte opposition de l'aile gauche de mouvement des travailleurs brésiliens. C'est par décrets présidentiels, sous la loi martiale, qu'il gouverne le pays.

ONU. Groupe de personnalités du Secrétaire général chargé d'examiner les liens entre l'ONU et la société civile : <http://www.un.org/french/reform/bios.htm>

Lipietz, Alain, *Mirages et miracles. Problèmes de l'industrialisation dans le Tiers-Monde*, extrait du chapitre 1 : http://lipietz.club.fr/LIV/LIV_MiragesMiracles/LIV_MiragesFrChap1.htm

Piotte, Jean-Marc. 1990. *Sens et politique. Pour en finir avec de grands désarrois*, p. 56.

Présentation de Philippe Faucher, professeur titulaire au Département de science politique de la Faculté des Arts et Sciences de l'Université de Montréal et directeur scientifique adjoint par intérim du Centre d'études et de recherches internationales (CÉRIUM).

Sand-Zantman, Alain et Jérôme Trotignon. 2002. « Brésil : L'héritage de Fernando Henrique Cardoso ». *Revue de l'OFCE [Observatoire Français des Conjonctures Économiques]*, vol. 83, octobre 2002, p. 291-324.

Le Projet Terra : <http://www.france-fdh.org/terra/index.htm>

La Chaire en personnalités

Nom :

Champion, Emmanuelle, professionnelle de recherche à la Chaire.

**Formation académique passée :**

BA (Hon's) International Business au Southampton Business School (Grande Bretagne)

Maîtrise en sciences de l'environnement à l'Institut des sciences de l'environnement (UQÀM). Mémoire dirigé par Madame Corinne Gendron.

Formation en cours :

Je commence à la rentrée prochaine un doctorat en Administration à l'UQAM pour effectuer une thèse sur le renouvellement syndical à travers le champ de la responsabilité sociale de l'entreprise, toujours sous la direction de Madame Corinne Gendron.

Temps avec la Chaire :

J'ai débuté mes fonctions d'assistance de recherche avant même que la Chaire ne soit active. En septembre 2002, la Chaire a commencé ses activités, notamment par l'organisation d'un colloque international sur le commerce équitable et le mouvement coopératif. Ce colloque réunissait des praticiens et des universitaires, ce qui reflète bien un des objectifs de la Chaire de RSDD, soit l'ancrage dans les pratiques.

Événements marquants du temps passé à la Chaire :

Un des éléments les plus marquants pour moi a été la conférence de Monsieur Percy Schmeiser, paysan et développeur de semences de canola, qui a été accusé et poursuivi par l'entreprise établie Monsanto pour «utilisation frauduleuse» de ses semences transgéniques. Cette conférence intitulée «*Droits de propriété ou pollution transgénique : le développement durable selon Monsanto*» m'a permis de réaliser, à travers cette expérience humaine, les effets de la marchandisation et le renforcement de pouvoir des entreprises que ce processus occasionne.

Publications :

Champion, Emmanuelle et Corinne Gendron. 2004. « La « développement durable » selon Monsanto : prémisses d'une privatisation des problèmes environnementaux pour un renforcement politique de l'entreprise privée », *Écologie Politique*, pp. 121-133.

Champion, Emmanuelle. 2004. « Monsanto et le développement durable: un intérêt bien compris », *Entreprise Éthique*, no 20, pp.27-35

Projets d'avenir :

Un doctorat en Administration sur le renouvellement syndical à travers la responsabilité sociale de l'entreprise qui me permettra d'enseigner, de faire de la recherche à l'université ou au sein des centrales syndicales.

APPEL DE COMMUNICATION

The journal *Managing Global Transitions: International Research Journal*

Bostjan Antoncic, Editor

Faculty of Management Koper, Managing Global Transitions, Cankarjeva 5, SI-6000 Koper, Slovenia; Phone: +386 5 6102021; Fax: +386 5 6102015; Web-page: <http://www.mgt.fm-kp.si>; E-mail: mgt@fm-kp.si

Babillard

APPEL DE COMMUNICATIONS

Dans le cadre de la préparation du COP 11 de Montréal le webzine de vulgarisation environnementale FrancVert (<http://ecoroute.uqcn.qc.ca/FrancVert/francvert.html>) , édité conjointement par l'Union québécoise pour la conservation de la nature- UQCN- et les Éditions en environnement VertigO, prépare un dossier sur le thème des changements climatiques

Dans ce dossier, nous désirons par le biais de spécialistes et d'intervenants sociaux aborder tout autant les questions sociales (impacts et adaptation), politiques (protocole de Kyoto), que scientifiques (effet de serre, controverse, etc..).

Si vous désirez participer à ce dossier nous vous invitons à nous soumettre vos idées. Les textes publiés dans FrancVert doivent au maximum faire 5 pages (Times 12, doubles interlignes). La date limite pour la réception des textes est le **1 août 2005**.

Marie-Hélène Croisetière
Rédactrice en Chef

Le webzine de vulgarisation environnementale Fr@ncVert
Union québécoise pour la conservation de la nature-
UQCN

Courriel: mh.croisetiere@videotron.ca
Site web: www.uqcn.qc.ca

APPEL DE COMMUNICATION

**Les 17^{èmes} Journées Scientifiques de la Société
d'Ecologie Humaine—COLLOQUE INTERNATIONAL
Incertitude et Environnement
Mesures, modèles, gestion**

Arles, 23 - 25 novembre 2005

Les propositions d'intervention en français ou en anglais sont à adresser par courrier électronique en fichier attaché (maximum 1 page soit 3000 caractères espace non compris en police arial 12 pts interligne simple) à « desmid@wanadoo.fr » ou par courrier postal à DESMID UMR 6012 ESPACE 1, rue Parmentier 13200 ARLES

Date limite : début juillet

Appel de communication

"Integrating Environmental and Social Sustainability"
Volume 3 in the Edward Elgar Series
"New Perspectives in Research on Corporate Sustainability"

Sanjay Sharma (ssharma@wlu.ca)
Mark Starik (starik@gwu.edu)
Bryan Husted (bhusted@itesm.mx)

SÉMINAIRES SCIENTIFIQUES DE LA CHAIRE 2004-2005

10 septembre 2004

La mobilisation sociale et les mouvements sociaux

8 octobre 2004

Le mouvement des travailleurs et ses évolutions récentes

5 novembre 2004

Les nouveaux mouvements sociaux et leurs évolutions récentes

3 décembre 2004

Société civile et économie

22 janvier 2005

Finance responsable I : Placements et activisme actionnarial – industrie ou mouvement social?

18 février 2005

Finance responsable II : Finance solidaire et monnaies sociales

18 mars 2005

Annulé

15 avril 2005

Consumérisme politique I : du boycott au boycott – le mouvement des consommateurs.

20 mai 2005

Consumérisme politique II : certifications et labels – nouvelle structuration de l'industrie?

17 juin 2005 - 9 heures à midi

Séminaire synthèse

Renseignements: ceh@uqam.ca

**CHAIRE de responsabilité
sociale et de
développement durable**
ESG UQÀM

École des sciences de la gestion
Université du Québec à Montréal
Case postale 6192
Succursale Centre-Ville
Montréal (Québec) H3C 4R2

Téléphone : 514.987.3000
poste 6972#

Télécopieur : 514.987.3372

Courriel: ceh@uqam.ca

Visitez notre site Internet
www.ceh.uqam.ca

Inscrivez-vous à notre liste d'envoi électronique
ceh@uqam.ca

Bulletin de la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable

Rédacteur en chef : Patrick Laprise

Graphisme : Jenny Desrochers

Collaborateurs : Valérie Demers, Ana Isabel Otero, Lysiane Roch

Pour soumettre un article, prière de consulter le site web www.ceh.uqam.ca.